

Parti communiste libanais : « La grève du 23 janvier doit être une étape sur la voie du changement »

jeudi 25 janvier 2007, par [PCL](#) (Date de rédaction antérieure : 24 janvier 2007).

Dans la ligne de ses positions précédentes, notamment la conférence de presse qu'il avait organisée le 10 janvier 2006, le Bureau politique du Parti Communiste libanais a tenu une réunion spéciale afin de discuter de la position à prendre vis-à-vis de l'entêtement du gouvernement présidé par Fouad Sanioura à tenir la « Conférence de Paris-3 », faisant, ainsi, fi de toutes les remarques et les réticences que la majorité des Libanais ont présentées sur le contenu de la soi-disant feuille de réformes préparée depuis plus d'un an déjà.

Communiqué

Le Bureau politique du Parti Communiste libanais réitère son refus catégorique de toute la politique sociale et économique que les partis au pouvoir veulent appliquer à tout prix et qui se base sur les éléments suivants :

1. La poursuite des mêmes politiques économiques et financières qui ont eu pour effets d'augmenter la dette publique, le déficit, le gaspillage et la corruption, ainsi que toutes les catastrophes sociales qui en suivirent : chômage, émigration, inflation, marasme, faillite des petites et moyennes entreprises et licenciement de centaines de milliers de travailleurs.
2. L'utilisation de l'agression israélienne de l'été 2006, ainsi que des massacres et des destructions qui l'ont accompagnée, afin de faire adopter une politique économique et sociale allant à l'encontre des intérêts des couches populaires. Ce qui est bien visible dans les liens tissés entre « l'aide » promise par certains Etats et l'adoption par le gouvernement libanais d'une soi-disant « réforme politique » essentiellement basée sur la privatisation des secteurs vitaux, dont l'électricité et la santé, l'imposition de nouvelles taxes et des impôts indirects qui ne touchent que les petits salaires... Ce qui constitue, en fait, une tentative hypocrite dont le but est de dégager la responsabilité d'Israël sur tout ce que l'économie libanaise a subie, depuis la première agression en 1978 et jusqu'à la dernière en juillet 2006. De même, c'est aussi une tentative bien claire de camoufler la responsabilité des forces politiques qui ont amassé des fortunes colossales aux dépens de la majorité du peuple libanais.
3. La poursuite de politiques économiques incompatibles avec les intérêts vitaux du pays et allant dans le seul sens de ceux des grandes puissances, les Etats-Unis, en particulier, qui continuent à utiliser le Liban comme point de départ de leur politique pour la région, même si cela a toujours abouti à des crises et des divisions de toutes sortes.

Le Parti Communiste libanais a toujours mis en garde contre la politique des partis au pouvoir. Nous réitérons, aujourd'hui, cette mise en garde, surtout que le plan de « réforme » politique et économique, présenté devant la « Conférence de Paris », est très dangereux, parce qu'il constitue une menace pour l'unité du pays, vu que sa mise à exécution aura pour conséquence la

paupérisation à outrance, l'émigration des jeunes et, surtout, la soumission au projet étasunien pour la région qui n'a donné que des crises et des dissensions.

Sur la base d'une telle analyse, le Parti Communiste libanais trouve que les actions visant à contrecarrer cette politique sont légitimes, surtout qu'il avait participé à leur élaboration et à leur réalisation. Cependant, la position de démarcation qu'il prend vis-à-vis de certains appels à la grève, dont celle de demain, mardi, qu'il appuie, vient du fait que le programme mis au point est partiel et ne répond pas aux impératifs de la confrontation avec les projets du gouvernement, tant sur le plan politique qu'économique, de manière à pouvoir aboutir à une réforme générale de la situation.

La bataille ouverte dans la région doit, surtout, viser la défaite du projet de domination des Etats-Unis. De même, la bataille menée par les partis au pouvoir ne trouvera pas une fin heureuse, le 25 janvier, à la « Conférence de Paris ». Et, si nous voulons gagner cette bataille au nom du Liban et du peuple libanais, nous devrions mettre au point un programme national répondant, en même temps, aux impératifs de la souveraineté, de l'indépendance et de l'unité du Liban, mais aussi au développement du régime politique sur des bases d'égalité et de démocratie. Sans oublier l'économie nationale que nous devons asseoir sur les facteurs de productivité et de développement global.

Le Bureau Politique Du Parti Communiste libanais

Beyrouth, le lundi 22 janvier 2006